



Le gaz : nouvel or noir ? Le cas de l'océan Indien.

EV Louis Bussière

Le gaz : nouvel or noir ? Le cas de l'océan Indien¹.

Résumé

La géopolitique de l'océan Indien est orientée autour de la route maritime et commerciale d'hydrocarbures, qui relie les pays du golfe aux pays d'Asie via les détroits d'Ormuz et de Malacca. Or, depuis 2012, de gigantesques gisements de gaz naturel ont été découverts au large des côtes Est-africaines. Le gaz naturel est une ressource à l'importance stratégique croissante, et notamment pour la Chine. Mais pour proposer une offre crédible face à la demande asiatique, les pays tels que le Mozambique et la Tanzanie, doivent répondre à de nombreuses problématiques internes. Cette étude prospective permet d'envisager la mesure dans laquelle, l'exploitation de ces nouvelles ressources, affecterait la géopolitique de l'océan indien.

Abstract

The geopolitics of the Indian Ocean are ruled by the maritime route which allows the hydrocarbon offer of the Middle East, to meet the asian demand. Yet, since 2012, huge natural gas wells has been discovered off the coasts of Mozambique and Tanzania. Natural gas is becoming a strategic resource, specially for China. To present a sustainable offer in gas, East-african countries will have to tackle their internal stability issues. This prospective study is meant to analyse how the exploitation of these new resources could affect the geopolitics of the Indian Ocean.

1. Mots clés : gaz, géopolitique, Afrique de l'Est, océan Indien

Table des matières

Introduction	3
1 Une nouvelle offre en gaz rendue crédible par la forte demande des pays d'Asie	5
1.1 La situation des ressources et des exploitants	5
1.1.1 Les ressources en gaz naturel et leur exploitation au Mozambique et en Tanzanie	5
1.2 Une demande en gaz très importante par les pays d'Asie	10
1.2.1 La Chine, le Japon et l'Inde, les principaux importateurs de gaz	10
1.2.2 Création de nouvelles routes maritimes	12
1.2.3 La politique de sécurisation des voies d'approvisionnement en hydrocarbures de la Chine	12
1.2.4 L'inscription des investissements chinois dans la stratégie globale que ce pays mène en Afrique	13
1.3 Un impact sur la stratégie du contrôle de l'Océan Indien par les Etats Unis et les puissances occidentales	14
1.4 La situation stratégique de la France au large de l'Afrique de l'Est . .	15
1.4.1 Un rôle diplomatique et stratégique	15
1.4.2 Des opportunités économiques	15
2 Les limites de la crédibilité de l'offre en gaz naturel des pays d'Afrique de l'Est	17
2.1 Les problématiques internes de stabilité : un enjeu vital pour le Mozambique et la Tanzanie	17
2.1.1 Une stabilité politique à acquérir	17
2.1.2 Les enjeux de la formation des populations locales	18
2.1.3 L'impact économique et énergétique pour les pays producteurs de gaz naturel	18
2.2 L'intégration régionale de ces nouvelles puissances	19
2.2.1 Une puissance régionale à mettre en place et à assumer	19
2.2.2 Les relations avec le Moyen-Orient	19
2.3 Les limites de la demande asiatique	20
Conclusion	21
Bibliographie	22

Introduction

La géopolitique de l'océan Indien est centrée sur la voie maritime commerciale qui relie le Moyen-Orient à l'Asie en passant notamment par les détroits d'Ormuz et de Malacca. Cette route maritime trouve sa justification dans le marché des hydrocarbures puisque l'Inde, le Japon et bien sur, la Chine, ont un besoin crucial de pétrole et de gaz, ressources que fournissent les pays du golfe. La Chine, pour sécuriser cette voie d'approvisionnement en hydrocarbures investit dans de nombreux ports donnant sur l'océan Indien tel que Gwadar au Pakistan. Ce port situé à 400km du détroit d'Ormuz ancre solidement la Chine dans l'océan Indien, au bord de la mer d'Arabie, dans la zone d'influence naturelle de l'Inde. Les américains ont aussi compris l'importance de ces routes commerciales, comme en témoigne leur solide base navale de Diego Garcia, une position au coeur de l'océan Indien, ainsi que le contrôle qu'ils assurent des "verrous" de cet océan que sont Ormuz et Malacca.

Le gaz naturel est aujourd'hui une source d'énergie d'importance stratégique. Avec seulement 15,2 pourcents en 2010 de la consommation énergétique mondiale, comparé aux 41,2 pourcents attribués au pétrole, avec de larges ressources encore inexploitées de part le monde, avec la progression des techniques d'exploration et d'extraction, avec son côté peu polluant, la gaz naturel permet de répondre à la croissance de la demande énergétique mondiale et à la diminution conjointe de certaines ressources. L'expression de "nouvel or noir" qui lui est aujourd'hui attribuée par les journalistes, prend alors tout son sens.

Or depuis 2012, d'immenses gisements de gaz ont été identifiés par de grands groupes pétroliers, comme l'américain Anadarko ou l'italien ENi, au large de la côté Est africaine, et particulièrement au large du Mozambique et de la Tanzanie. Les quelques 300 Tcf (trillion cubic feet) de gaz naturel mis en jeu sont à comparer aux ressources du premier exportateur mondial de gaz naturel liquéfié qu'est le Qatar, et qui s'élèvent en 2013 à 885.1 Tcf. Le "BP Statistical Review of World Energy of 2013", un rapport de référence faisant état des ressources en hydrocarbures dans le monde, ne mentionne pas ces gisements et les enjeux qu'ils représentent constituent donc un problème d'actualité.

Ces nouveaux gisements d'Afrique orientale constituent potentiellement une nouvelle offre sur le marché mondial du gaz naturel, dont la demande en matière d'importations est principalement localisée en Asie avec la Chine, le Japon et l'Inde. Cependant, pour rendre cette offre crédible, les nouveaux pays producteurs vont devoir répondre à leurs problématiques internes de stabilité politique et sociale, mais aussi transformer leurs économies pour mettre en place une économie gazière viable à l'exportation. Les pays importateurs de gaz naturel comme la Chine peuvent trou-

ver un intérêt stratégique à la création d'une nouvelle route maritime reliant l'Asie à l'Est de l'Afrique. En effet, ses investissements potentiels s'inscriraient dans une stratégie économique plus globale, à l'échelle du continent africain. De plus, cette nouvelle source d'hydrocarbures participerait, pour la Chine, de sa volonté de diversification de ses voies d'approvisionnement. Il est dès lors concevable que les pays constituant la demande sur ce marché du gaz naturel, aident autant que possible les pays représentant l'offre (le Mozambique, la Tanzanie), à répondre aux problèmes qui mettent en cause leur crédibilité commerciale.

Dans quelle mesure donc, les nouvelles ressources en gaz naturel découvertes au large des côtes du Mozambique et de la Tanzanie, vont-elles réorganiser la géopolitique de l'océan Indien, autour du marché constitué par l'offre Est-africaine et la demande de la Chine, de l'Inde et du Japon ?

Le terme de "géopolitique de l'océan Indien", inclut le contrôle de ce gigantesque espace d'échanges, la géopolitique des pays qui lui sont riverains, et tous les autres impacts que peut avoir dans le monde, la situation sur cet océan. Il faut souligner que cette étude est majoritairement prospective, à cause de la découverte très récentes des gisements de gaz naturel.

Nous étudierons en premier lieu, les rouages qui permettent d'envisager une offre en gaz naturel crédible de la part des pays Est-africains potentiellement exportateurs. Nous détaillerons en deuxième lieu les nuances à apporter à cette première partie, c'est-à-dire principalement, les défis que devront relever le Mozambique et la Tanzanie, ainsi que les réticences que pourraient avoir les pays importateurs.

Chapitre 1

Une nouvelle offre en gaz rendue crédible par la forte demande des pays d'Asie

1.1 La situation des ressources et des exploitants

Les instabilités politiques récurrentes dans les Etats d'Afrique de l'Est ont rendu les travaux de prospection en hydrocarbures longs et compliqués. Cependant, depuis 2010, plusieurs compagnies étrangères ont découvert des gisements importants de pétrole et de gaz dans cinq Etats Est-africains : le Mozambique, la Tanzanie, le Kenya, l'Ouganda et Madagascar.

Cette analyse a été menée par l'EIA : US Energy Information Administration. Les données chiffrées sont issues des rapports émis par les sociétés exploitant les différents puits¹.

1.1.1 Les ressources en gaz naturel et leur exploitation au Mozambique et en Tanzanie

Mozambique Le Mozambique possède de larges bassins onshore et offshore qui contiennent des ressources en hydrocarbures. D'après le "Oil and Gaz Journal", au 1er janvier 2013, le Mozambique possédait 4.5 Tcf (trillion cubic feet) de ressources en gaz naturel. Cependant le gouvernement du Mozambique ainsi que la Banque Mondiale ont employés la société de consulting ICF International afin d'établir un plan d'exploitation du gaz au Mozambique. Réalisé en août 2012, ce plan fait état de l'exploitation de 279.9 Tcf de ressources en gaz, découvertes ou non. Plus de 70 pourcents de ces ressources sont situées dans la région offshore de Rovuma.

Pour étayer ces données, il est intéressant d'étudier les découvertes récentes menées par la compagnie américaine Anadarko et par l'italien Eni. La première découverte majeure dans le bassin offshore de Rovuma fût l'exploitation du puits de Windjammer en février 2010 par Anadarko. C'est de ce forage que découlèrent la douzaine de découvertes qui suivirent. Les exploitants restent vagues quant à la portion de gaz

1. Emerging east africa energy. Technical report, U.S. Energy Information Administration, Mai 2013.

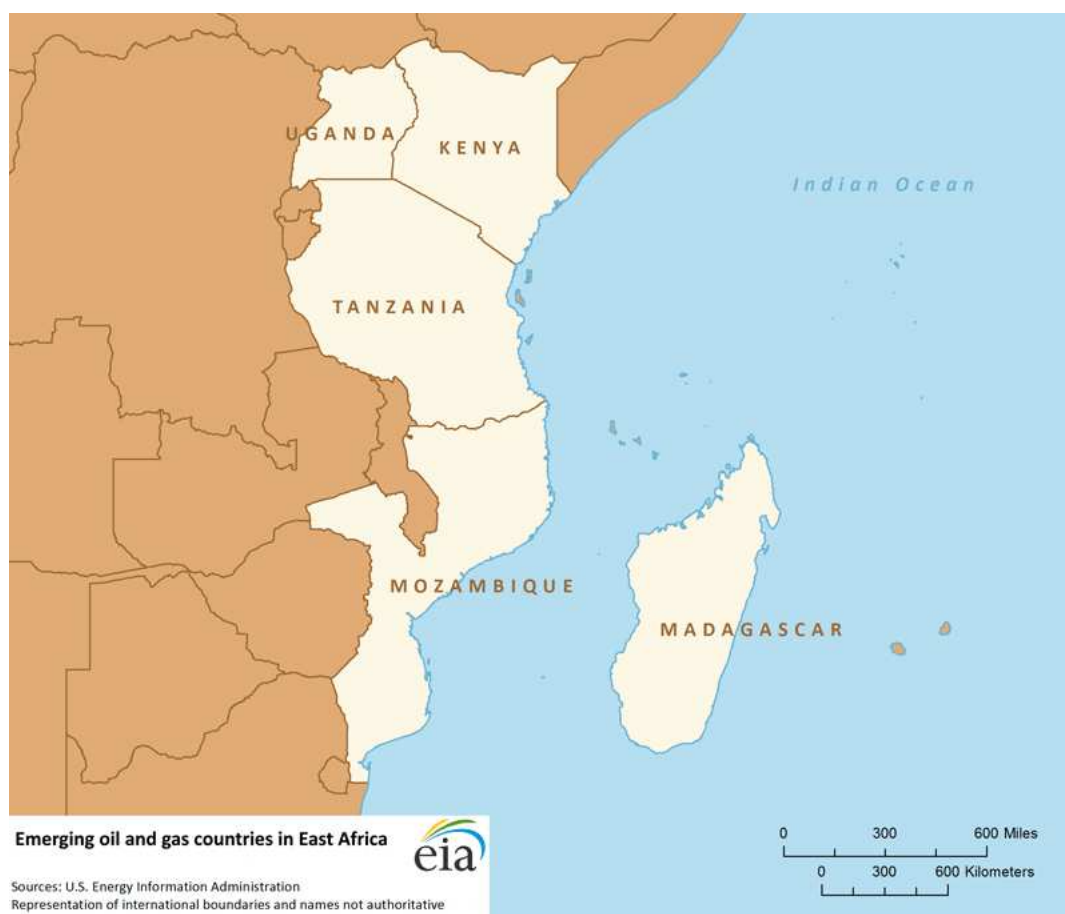


FIGURE 1.1 – Les états concernés

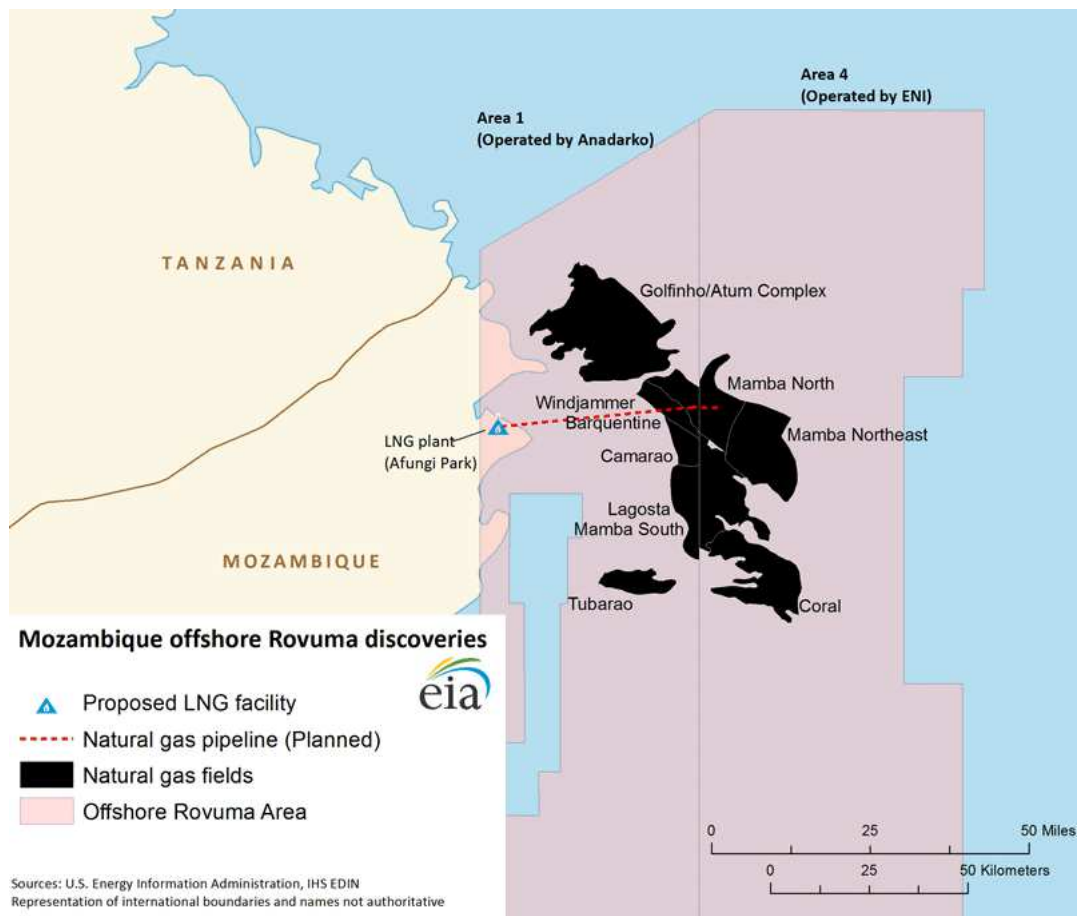


FIGURE 1.2 – Les ressources en gaz au large du Mozambique et de la Tanzanie

Country	Notable oil & gas discoveries	Proposed infrastructure	Companies
Mozambique	32-65 Tcf of recoverable gas resources in Area 1 (Anadarko) and 75 Tcf gas in place in Area 4 (Eni)	LNG Plant and supporting infrastructure	Anadarko and Eni
Tanzania	More than 20 Tcf of recoverable gas resources in Blocks 1-4	LNG Plant and supporting infrastructure	BG Group, Statoil, Ophir Energy, ExxonMobil, Aminex
Uganda	18 commercially viable oil and gas fields from 2006 to 2011	oil refinery in Uganda and export pipeline via Kenya	Tullow, Total, CNOOC
Kenya	Ngamia-1 and Twiga South-1 oil wells in 2012	new reversible product pipeline to Uganda; replace Mombasa to Nairobi product pipeline; increase capacity at Mombasa Port; LAPSSET project	Tullow
Madagascar	Heavy oil at the Tsimiroro field	oil pipeline from Tsimiroro to the coast; oil export terminal; supporting infrastructure	Madagascar Oil

FIGURE 1.3 – Etat des lieux des ressources et du développement de leur exploitation au Mozambique

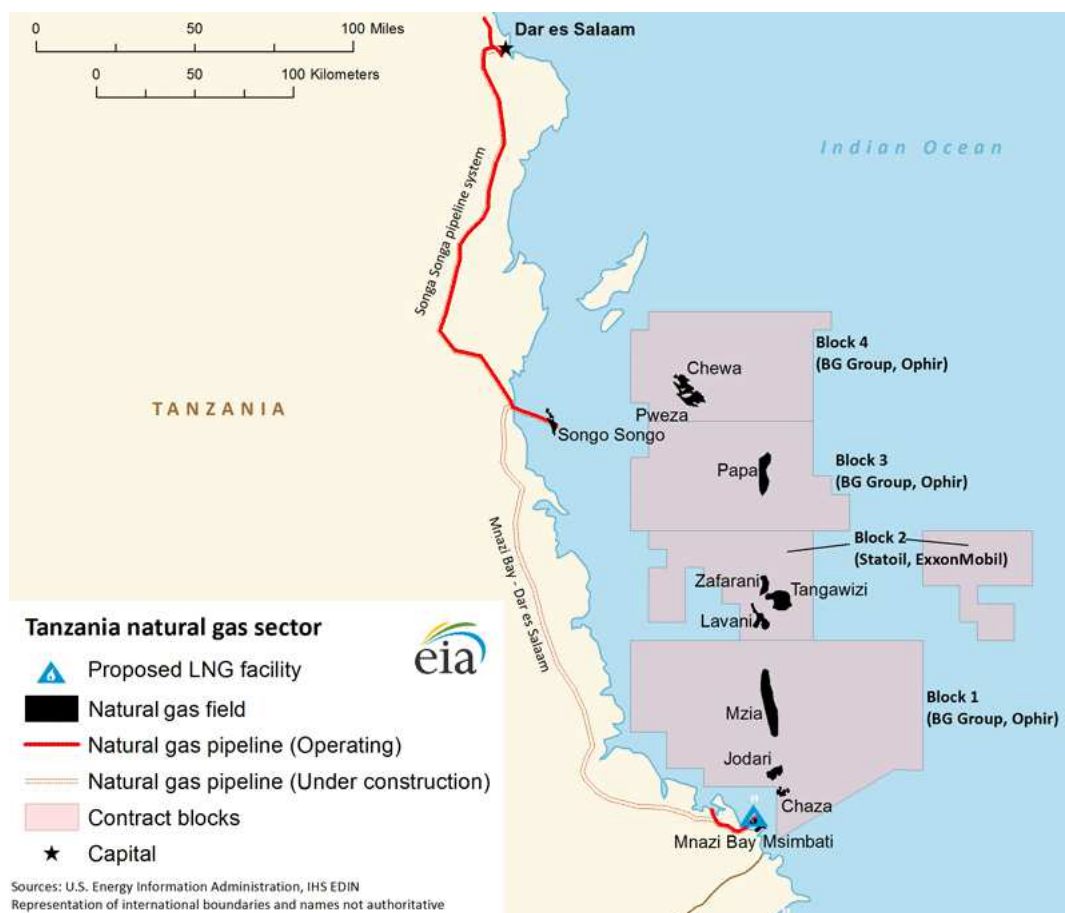


FIGURE 1.4 – Découvertes récentes de gaz en Tanzanie

qui est économiquement rentable à l'exploitation par rapport aux ressources totales. Ce sujet étant un sujet d'actualité, les forages continuent et les différentes données vont évoluer.

Entre 107 et 140 Tcf de ressources en gaz naturel exploitable ont été découverts par Anadarko et Eni dans les différentes zones qui leur sont allouées.

Concernant l'exploitation de ces ressources, Anadarko et Eni fonctionnent de concert. Elles ont notamment convenues de la mise en place de capacités de stockage et de traitement du gaz naturel liquéfié à Afungi Park, ce qui coûtera 50 milliards de dollars d'après IHS Global Insight. Anadarko prévoit de commencer la vente de gaz naturel liquéfié en 2018, pour atteindre un rendement optimal en 2030. Différents acteurs commencent à intervenir en achetant des parts d'exploitation à ces deux sociétés déjà en place. Ainsi, en mars 2013, la China National Petroleum Corporation (CNPC) a acquis 20 pourcents des 70 détenus par Eni dans la zone 4. Anadarko et son associé indien Videocon prévoient de vendre 20 pourcents de la zone 1 à l'une de ces différentes compagnies : Shell, Natural Gas Corporation of India, ExxonMobil et PetroChina.

Tanzanie Actuellement, seules les ressources en gaz naturel on et offshore de l'île Songo Songo sont exploitées en Tanzanie. Ceci représente des ressources estimées au

License	Name	Discovery date	Recoverable gas resources	Gas in place
Blocks 1, 3, 4 owned by BG Group (60%) and Ophir Energy (40%)				
Block 1	Chaza-1	Apr. 2011		
Block 1	Jodari field	Mar. 2010		
Block 1	Mzia	May 2012		
Block 1	Mzia-2	Feb. 2013	10+ Tcf in total	--
Block 3	Papa	Aug. 2012		
Block 4	Pweza-1	Oct. 2010		
Block 4	Chewa-1	Dec. 2010		
Block 2 owned by Statoil (65%) and ExxonMobil (35%)				
Block 2	Zafarani-1	Feb. 2012		
Block 2	Lavani	June 2012	10-13 Tcf in total	15-17 Tcf in total
Block 2	Lavani-2	Dec. 2012		
Block 2	Tangawizi-1	Mar. 2013		
Ntorya field owned by Aminex (75%) and Solo Oil (25%)				
Ruvuma PSA	Ntorya-1	Feb. 2012	--	1.2 Tcf

FIGURE 1.5 – Etat des lieux des ressources et du développement de leur exploitation en Tanzanie

1er janvier 2013 de 230 Mcf (million cubic feet)².

Ce gaz permet de produire 70 pourcents de l'électricité de la Tanzanie selon le rapport annuel 2011 de Orca Exploration.

Depuis les trois dernières années, d'importantes découvertes font de la Tanzanie un pays potentiellement exportateur de gaz naturel liquéfié. Les sociétés anglaises BG et Ophir Energy en association avec le norvégien Statoil et l'américain ExxonMobil conduisent les forages offshore au large des côtes tanzaniennes. Les ressources exploitables à ce jour sont comprises entre 21 et 28 Tcf.

Comme pour le Mozambique, les forages continuent et il est difficile de déterminer quelle est la part de ce gaz qui soit commercialisable. En plus des explorations, les infrastructures nécessaires à l'acheminement, au traitement et à l'exportation du gaz vont devoir être mises en place.

1.2 Une demande en gaz très importante par les pays d'Asie

1.2.1 La Chine, le Japon et l'Inde, les principaux importateurs de gaz

La Chine D'après le Oil and Gas Journal, la Chine possédait en janvier 2012 107 Tcf de réserves en gaz naturel, soit 27 Tcf de plus que les estimations de 2009. C'est la deuxième plus grande réserve prouvée dans la région Asie-Pacifique. L'économie du

². Emerging east africa energy. Technical report, U.S. Energy Information Administration, Mai 2013.

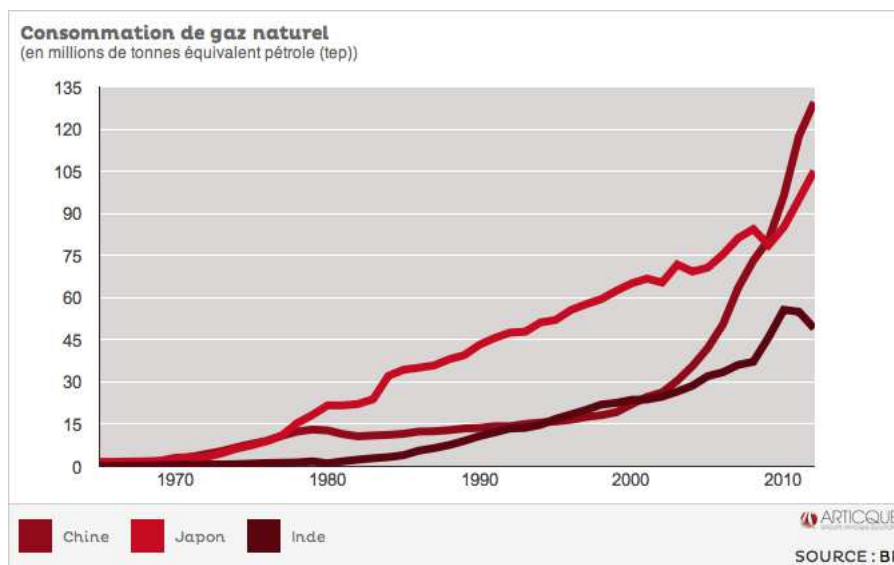


FIGURE 1.6 – Evolution de la consommation de gaz naturel en Asie

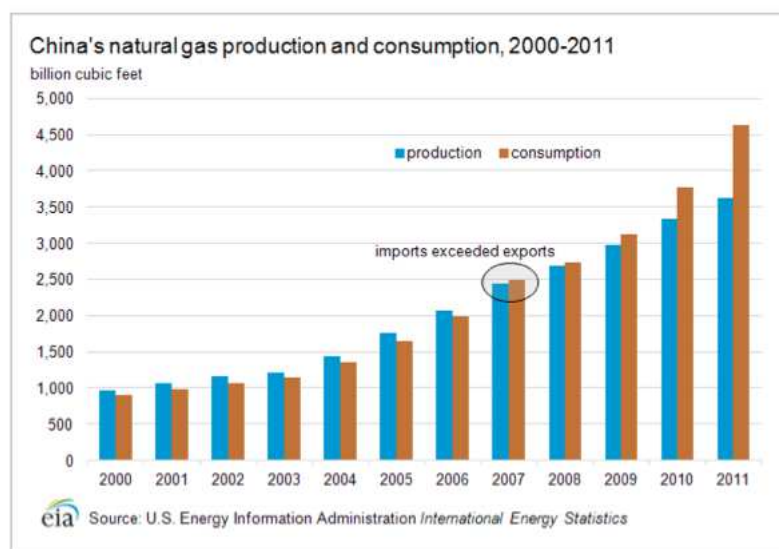


FIGURE 1.7 – Evolution de l'import/export de gaz naturel en Chine

gaz en Chine a pris un essor considérable durant cette dernière dizaine d'années. En 2011, la Chine a produit 3.6 Tcf de gaz naturel, soit 9 pourcents de plus qu'en 2010, tandis que le pays a consommé 4.6 Tcf³. La production de gaz par la Chine a plus que triplée depuis 2000. Parallèlement à cela, depuis 2007 la Chine est devenue une puissance importatrice de gaz naturel (figure 1.7) et le rythme de ces importations ne cesse de s'accroître. Elles ont d'ailleurs pris une place importante dans le budget du pays passant de 12 pourcents des parts liées à la consommation en 2010, à 22 pourcents en 2011. L'exploitation du gaz est encouragée par le gouvernement chinois de manière à réduire la très forte pollution du pays, principalement due à l'utilisation massive du charbon. De plus l'utilisation du gaz en Chine tend à s'élargir à tous les secteurs, de l'industrie à l'habitat. Considérant ces éléments, l'EIA prévoit une hausse de la consommation de gaz naturel en Chine qui triplera pour dépasser les 11 Tcf par an d'ici 2035, soit une hausse annuelle de 5 pourcents. Pour pallier à cette demande, la Chine va devoir accroître ses importations de gaz naturel sous sa forme liquéfiée.

Le Japon et l'Inde Comme le montre le graphique 1.6, le Japon et l'Inde sont deux autres puissances fortement consommatrices de gaz naturel. Jusqu'à 2009, le Japon utilisait nettement plus ce combustible que la Chine. L'Inde et le Japon, en plus de la Chine, sont les deux principaux pays importateurs d'hydrocarbures en Asie. Ils sont la raison de l'existence de la route maritime qui traverse l'Océan Indien.

1.2.2 Création de nouvelles routes maritimes

Les quelques 300 Tcf de ressources en gaz naturel récemment découvertes et exploitables au large de l'Afrique de l'Est sont à mettre en rapport avec les 885.1 Tcf du Qatar, qui est le principal exportateur mondial. Au total, le Moyen-Orient regroupe 2842.9 Tcf de gaz naturel. La route maritime qui relie les pays du golfe aux pays d'Asie, qui relie donc l'offre à la demande, est bien établie et ne va pas disparaître. Cependant, avec une consommation maximale en 2035 de 11Tcf par an pour la Chine, la zone du canal du Mozambique semble être une alternative crédible en matière d'importations de gaz naturel. Sans passer par le détroit d'Ormuz, une nouvelle route maritime relierait l'Afrique de l'Est à l'Asie.

1.2.3 La politique de sécurisation des voies d'approvisionnement en hydrocarbures de la Chine

Bien connue sous l'expression "string of pearls", ce concept de la géostratégie de la Chine en Océan Indien suscite une exégèse abondante depuis environ cinq ans. Elle est à relativiser comme en témoigne l'opposition soutenue de Pékin à son sujet⁴.

3. Review of China's energy. Technical report, U.S. Energy Information Administration, 2012.

4. En janvier 2005, le Washington Times a révélé l'existence d'un rapport à destination du secrétaire d'Etat à la Défense Donald Rumsfeld, qui mentionnait pour la première fois l'expression "collier de perles". Cette dernière définissait la stratégie maritime menée par la Chine en océan Indien, qui a été interprétée comme une menace pour les intérêts américains. Le livre de Jean Loup Samaan *La menace chinoise : une invention du Pentagone* dont la lecture est recommandable, permet de nuancer la vision américaine.

Cependant, les faits sont là, la Chine s'implante dans de nombreux pays ayant une frontière maritime avec l'Océan Indien. En investissant dans les infrastructures portuaires, en implantant des bases navales et aériennes, la Chine tend à sécuriser au maximum ses voies d'approvisionnement en hydrocarbures. Les principales positions où est implantée la Chine sont : la Birmanie, les Maldives, le Sri Lanka, le Pakistan, le Bangladesh, les Seychelles et l'île Maurice. Nous l'avons vu précédemment, l'Asie - et plus particulièrement la Chine - a un besoin crucial de gaz naturel, maintenant et dans les 20 prochaines années. On peut donc envisager, d'une manière totalement prospective, que la Chine fasse des réserves en GNL de l'Afrique de l'Est, l'un de ses points d'approvisionnement. Elle investirait dans l'exploitation de ce gaz, dans les infrastructures portuaires, dans la société locale. Cette géostratégie de la Chine que nous observons aujourd'hui tend à crédibiliser la création de cette nouvelle route maritime reliant l'Afrique de l'Est à l'Asie. La question est de savoir si l'offre en gaz naturel par le Mozambique et la Tanzanie va être crédible dans le marché actuel. Mais là encore, par leurs nombreux investissements, nous pouvons compter sur les pays constituant la demande sur ce marché, pour aider techniquement et financièrement les pays possédant ces ressources.

1.2.4 L'inscription des investissements chinois dans la stratégie globale que ce pays mène en Afrique

Plus de 130000 chinois sont aujourd'hui installés sur le continent africain. Des liaisons aériennes directes ont été mises en place entre la République Populaire de Chine et l'Angola ou encore le Zimbabwe. Les présidents chinois et notamment Hu Jintao ont multipliés leurs visites en Afrique. Nous pouvons parler de véritable stratégie de la Chine en Afrique⁵. Les potentielles importations du gaz naturel Est-africain par la RPC s'inscriraient alors dans un contexte plus global d'importations de ressources. Plus de 60 pourcents des importations de la RPC concernent le pétrole. La Chine est, depuis 2004, le second importateur de pétrole africain derrière les Etats Unis, et importe principalement le pétrole du Soudan et de l'Angola. La présence chinoise est vitale pour ces pays car la RPC est leur principal acheteur. La Chine est aussi présente dans le golfe de Guinée où s'est rendu le président Hu Jintao en 2004 afin d'y signer des accords pétroliers avec le Cameroun et le Nigeria. Toujours dans une optique d'importations de ressources et de matières premières, la Chine est intéressée par le fer, le cuivre, la bauxite ou l'uranium de République Centrafricaine. En 2004, 20 pourcents de la production de minerais africains était exporté vers la Chine. Les importations qui nourrissent la croissance de la Chine sont aussi diverses que le bois, le coton ou encore de tabac.

Plusieurs exemples montrent que la stratégie de la Chine en Afrique est globale et qu'elle ne refuse aucun investissements pour satisfaire à ses besoins en ressources et particulièrement dans le domaine énergétique. Si le Soudan exporte massivement son pétrole vers la Chine c'est parce que ce sont des entreprises chinoises qui en ont permis la prospection, le raffinage et le transport. La Greater Nile Petroleum Operational Company soudanaise est détenue à 40 pourcents par la société chinoise China National Petroleum Corporation. Au Mali, la compagnie pétrolière chinoise

5. Valérie Niquet-Cabestan. La stratégie africaine de la chine. *Politique étrangère*, pages 361/374, 2006/2 Eté

Sinopec a engagée des recherches sans aucune assurance quant à leurs résultats.

Cette importante stratégie de la Chine en Afrique nous permet de comprendre deux choses. D'abord que si la Chine investissait dans le gaz du Mozambique ou de la Tanzanie, ces investissements ne seraient pas isolés mais s'inscriraient dans un dynamique globale et crédible. Et ensuite, qu'il semble vraisemblable que malgré les obstacles de stabilité politique ou d'inexistence d'infrastructures, la Chine contribue grandement à bâtir cette exploitation du gaz naturel.

1.3 Un impact sur la stratégie du contrôle de l'Océan Indien par les Etats Unis et les puissances occidentales

Avec l'ouverture du canal de Suez, la présence française à Djibouti, la présence anglaise en Egypte et à Bahreïn et finalement le renversement du sultanat d'Oman, la présence occidentale en Océan Indien est assurée. Les Etats-Unis sont aussi bien implantés dans la région, avec leur base militaire sur l'île de Diego Garcia, les accords de lutte anti-piraterie avec les Philippines et leurs relations avec l'Indonésie qui leurs permettent d'assurer une présence militaire. Les détroits d'Ormuz et de Malacca sont donc bien contrôlés par les puissances occidentales et les Etats Unis, ce qui constitue une faiblesse potentielle pour la Chine qui cherche à sécuriser ses voies d'approvisionnement en hydrocarbures. Le détroit d'Ormuz, seule entrée vers le golfe Persique, ne mesure que 26 kilomètres de large et constitue un point de passage pour à peu près 20 pourcents des importations chinoises de pétrole. Le détroit de Malacca est très fréquenté et très dangereux et 80 pourcents du pétrole chinois passe par cet endroit. Le Chine cherche donc à diversifier le plus possible ses sources d'approvisionnement en hydrocarbures.

Pour cela, la Chine s'approvisionne en Asie centrale et en Asie du sud. Un gazoduc relie le Turkménistan à la province chinoise de Xinjiang et il devrait fournir près de la moitié de la consommation chinoise actuelle. Un autre relie la Chine au Kazakhstan. Un oléoduc et un gazoduc fourniront aussi depuis le Myanmar 22 millions de tonnes de pétrole et 12 milliards de mètres cubes de gaz par an.

Dans cette optique globale, une voie maritime qui relierait directement la Chine à l'Est de l'Afrique et qui ferait du Mozambique et de la Tanzanie de nouvelles sources d'approvisionnement en gaz naturel semble envisageable. Ces ressources seraient soustraites du contrôle occidental du détroit d'Ormuz et contribueraient à la diversification des voies d'approvisionnement en hydrocarbures chinoise.

Les relations avec l'Inde Une étude approfondie est nécessaire pour comprendre les enjeux géopolitiques à venir entre ces deux puissances. Il est semble néanmoins que l'intérêt de l'Inde soit de confirmer sa supériorité maritime sur l'océan qui porte son nom. C'est l'Inde qui assure aujourd'hui la sécurité des installations pétrolières offshore. Puissance régionale rivale, la Chine cherchera à assurer son indépendance, et les conflits d'intérêts déjà bien présents seront renforcés.

1.4 La situation stratégique de la France au large de l'Afrique de l'Est

Grâce à ses territoires et départements outre-mer, la France est la 37ème puissance riveraine de l'océan Indien par sa souveraineté sur une dizaine d'îles soit quelques 2 millions de kilomètres carrés. C'est entre La Réunion et Mayotte - située dans le canal du Mozambique - que se concentre la force de la zone "océan Indien" ou FASZOI. Le pôle de La Réunion et ses infrastructures portuaires et aéroportuaires permet de contrôler le trafic du canal du Mozambique par où passe la route Ormuz - Le Cap, ainsi que la route passant à l'Est de Madagascar. C'est surtout à partir de Djibouti que la France assure avec les puissances occidentales et américaines le contrôle et la sécurité de la "route du 8ème parallèle" entre Ormuz et Malacca. Cependant, dans l'hypothèse où nous assisterions à la création d'une nouvelle route maritime entre l'Afrique de l'est et les puissances asiatiques, les possessions françaises de l'angle Sud-Ouest de l'océan Indien auraient un rôle important à jouer, tant stratégique que commercial.

1.4.1 Un rôle diplomatique et stratégique

Par comparaison avec la route maritime reliant les pays du golfe, producteurs d'hydrocarbures, avec les puissances asiatiques qui en sont les consommatrices, la potentielle route reliant l'est de l'Afrique à ces mêmes puissances asiatiques comporte un certain nombre d'enjeux diplomatiques et stratégiques. Il faudra en effet protéger cet axe du risque de la piraterie qui sera concomitant à son développement. Il faudra en plus assurer la souveraineté française au sein de sa vaste zone économique exclusive. Dans un cadre plus large de sécurisation des intérêts français de cette zone, il faudra aussi surveiller et protéger les plateformes gazières, et pour cela envisager des possibilités de partenariats stratégiques avec les Etats riverains, et plus encore, avec les puissances asiatiques directement concernées par la sécurisation de leurs voies d'approvisionnement.

Finalement, la France devra aussi protéger les ressources halieutiques considérables autour des Terres Australes et Antarctiques Françaises (TAAF).

Notons par ailleurs que la France est membre de la Commission de l'Océan Indien, créée en 1984 et qui regroupe le Comores, la France, Madagascar, l'Ile Maurice et les Seychelles. La COI est la seule organisation régionale africaine dont la France est membre. Par le biais de cette commission, la parole de la France sera amplifiée dans un contexte d'augmentation de la puissance Est-africaine.

1.4.2 Des opportunités économiques

En plus des priorités stratégiques et diplomatiques dans la zone Sud-Ouest de l'océan Indien, la France pourrait avoir à jouer une carte économique. L'exploitation des ressources en gaz naturel présentes au large de la Tanzanie et du Mozambique devrait générer une forte activité commerciale. Port Louis anticipe l'industrialisation de cette exploitation et cherche d'ors-et-déjà à devenir une plaque tournante de la redistribution du gaz de pétrole liquéfié (GPL). La firme Petredec Limited basée aux Bermudes, y a mise en place trois cuves géantes destinées au stockage du GPL,

ce qui représente une capacité totale de 50 000 tonnes⁶. Ce projet qui représente un investissement de 33 millions USD permettra un meilleur approvisionnement du pays en gaz, qui consomme entre 60 et 65 000 tonnes par an. L'exportation du gaz GPL à partir de Maurice aura des retombées positives pour les autres îles de l'océan Indien car l'importation du gaz sera moins chère.

A l'image de Port Louis, nous pouvons envisager nombre d'activités facteurs de croissance pour la France dans les secteurs de la prospection, de l'exploitation et du transport du gaz naturel.

6. Jean-Denis Permal. Port-louis exporte du gaz vers les pays de l'océan indien. *Le Matinal*, 26/07/13

Chapitre 2

Les limites de la crédibilité de l'offre en gaz naturel des pays d'Afrique de l'Est

2.1 Les problématiques internes de stabilité : un enjeu vital pour le Mozambique et la Tanzanie

Les ressources en pétrole et en gaz découvertes en Ouganda, Tanzanie et Mozambique vont avoir un fort impact sur l'Afrique de l'Est et sur les économies nationales. Cependant le passage d'une économie axée autour de l'agriculture à une économie dictée par les hydrocarbures comporte pour ces pays nombre de problèmes à résoudre et de véritables défis à relever, notamment politiques et sociaux.

2.1.1 Une stabilité politique à acquérir

Nombreux sont les pays d'Afrique dans lesquels l'exploitation des ressources est bloquée à cause des troubles politiques internes au pays. Les pays d'Afrique de l'Est tels que le Mozambique et la Tanzanie, sont indépendants depuis très peu de temps et leur stabilité est toute relative.

Le cas du Mozambique 1948, date de l'arrivée de Vasco de Gama sur les côtes du Mozambique, marque le début de cinq siècles de colonisation portugaise pour ce pays. Malgré une volonté de rendre ce pays plus attractif aux colons portugais sous le régime de Salazar, le développement du Mozambique restera faible. En 1962, plusieurs groupes anticoloniaux fondèrent le Front de Libération du Mozambique (FRELIMO) qui prône l'insurrection armée pour acquérir l'indépendance. Ce fût le cas le 25 juin 1975 après une période de forte instabilité. Le FRELIMO se proclama comme parti unique ce qui déclencha une guerre civile sanglante qui dura pendant 16 ans. Il en résulta un million de victimes, autant de réfugiés dans les pays voisins et quatre millions de déplacés à l'intérieur du pays. Ce n'est qu'en 1994 que fut mise en place la démocratie aujourd'hui en vigueur.

Le cas de la Tanzanie La Tanzanie est une colonie britannique jusqu'au 10 décembre 1963, date à laquelle elle obtient son indépendance de façon totalement

pacifique. Cependant les remaniements politiques conduisent là-aussi à une révolution en janvier 1964, au cours de laquelle environ 10 000 personnes furent massacrées en une nuit seulement. Une politique communiste et totalitaire conduit à faire se déplacer environ 9 millions de personnes. En 1978, l'Ouganda envahit la Tanzanie mais la situation se renverse et la Tanzanie finit par occuper l'Ouganda pendant presque deux ans. En 1985, après 24 années au pouvoir, Nyerere choisit de se retirer et la libéralisation du pays progresse. Aujourd'hui encore, des velléités indépendantistes ressurgissent parfois à Zanzibar par le biais d'attentats.

L'impact économique de ces instabilités Le Mozambique et la Tanzanie comptent parmi les pays les plus pauvres du monde. En Tanzanie, les secteurs de l'industrie et de l'agriculture sont trop improductifs et les différentes guerres ont coûté cher (500 millions de dollars contre l'Ouganda). En 2012, le Programme des Nations Unies pour le Développement a classé le Mozambique comme étant le troisième Etat le moins développé au monde. Un climat d'insécurité est bien sur très nuisible aux investissements étranger dans la zone. Les changements de gouvernements font et défont les contrats, les exploitations ne sont pas sécurisées, cela représente une potentielle perte d'argent importante pour les investisseurs.

2.1.2 Les enjeux de la formation des populations locales

Le gaz présent dans ces pays va potentiellement bouleverser l'ordre économique en place qui est dominé par l'agriculture. La transition entre ces économies peut avoir des effets très néfastes comme l'abandon total de l'agriculture au profit de l'importation, ce qui impliquerait un exode rural massif. En plus de cela, l'industrie gazière requiert peu de main d'oeuvre une fois l'exploitation démarrée. Les gouvernements doivent anticiper le sentiment de frustration des populations qui considèrent que leurs richesses sont accaparées par les classes dirigeantes. La répartition des revenus entre l'Etat, les zones productrices et les zones non-productrices constitue donc un enjeu crucial, sous peine d'aboutir à des situations inextricables. Prenons l'exemple de l'exploitation du pétrole dans le delta du Niger, depuis 1990, des groupes armés s'attaquent aux sociétés pétrolières présentes sur place comme Shell. A partir de 2008, le gouvernement nigérien a lancé des campagnes de répression. Depuis 2012, les actes de piraterie se multiplient au large des côtes du Nigeria. Ces incidents interviennent après une cinquantaine d'années d'exploitation du pétrole local, par manque de formation des populations à cette nouvelle richesse. Par ailleurs, il est très difficile pour un gouvernement d'envoyer l'armée pour anéantir les tentatives de réappropriation des ressources.

2.1.3 L'impact économique et énergétique pour les pays producteurs de gaz naturel

Avant d'envisager les exportations de gaz naturel, il est logique que les pays producteurs assurent au maximum leur autonomie énergétique, en électricité en particulier. Ceci revêt une importance particulière pour des pays comme le Mozambique où plus de la moitié des habitants vivent sous le seuil de pauvreté. Nombreux sont les pays africains exportateurs d'hydrocarbures qui, après cinquante ans d'exploitation ne sont toujours pas en mesure de répondre à la demande en électricité et en produits

pétroliers de leurs population. Citons l'Angola, la République de Congo, le Nigeria ou le Gabon. Ce problème dans la gestion des priorités entraîne une stagnation de l'économie réelle du pays.

2.2 L'intégration régionale de ces nouvelles puissances

2.2.1 Une puissance régionale à mettre en place et à assumer

La différence majeure entre les pays d'Afrique de l'Est et ceux du golf de Guinée est leur enclavement. C'est d'ailleurs la raison principale du si peu d'intérêt économique qui leur a été porté au cours de leur histoire. Il est donc indispensable pour ces pays de prévoir des projets en commun. En tant que pays faisant partie du BRICS, l'Afrique du Sud semble avoir un rôle important à jouer dans la constitution de cette puissance régionale. Plusieurs facteurs comme la fin de l'apartheid qui a conduit l'Afrique du sud à la démocratie, l'indépendance de la Namibie et l'abandon du marxisme ainsi que des régimes de partis uniques, semblent favoriser cette régionalisation. Cependant, par la constante exportation de leurs ressources, les pays d'Afrique de l'Est ne développent pas naturellement leurs relations commerciales internes, et cela est un frein supplémentaire à la régionalisation. Du point de vue du gaz, cette régionalisation pourrait permettre la mise en place d'installations communes de traitement, transport et stockage du gaz. L'Ouganda, qui partage ses ressources pétrolières du lac Albert avec la République Démocratique du Congo, met en place un projet d'oléoducs régionaux. En effet la RDC n'a aucun moyen d'exporter son pétrole à partir de l'Ituri. La mise en place d'infrastructures similaires pour le gaz pourrait dynamiser les investissements étrangers et la régionalisation.

Le rôle de l'Afrique du Sud Pour que l'intégration régionale se passe, il faut que chaque pays puisse réagir de façon dynamique aux sollicitations de ses voisins. Cependant, par son importance comparativement au Mozambique et à la Tanzanie, l'Afrique du Sud, risque de développer une économie fortement capitaliste qui empêchera les progrès sociaux, et bloquera l'amélioration réelle de l'économie des pays voisins.

2.2.2 Les relations avec le Moyen-Orient

La Russie, l'Iran et le Qatar détiennent 56 pourcents des ressources mondiales de gaz d'après le rapport annuel de BP¹. Le Moyen-Orient et plus particulièrement le Qatar - premier exportateur de GNL du monde - joue donc un rôle majeur dans ce commerce. Ce dernier pays dispose en effet du plus grand gisement mondial le North Dome field qu'il partage avec l'Iran. La stratégie qatarie en matière d'exploitation du gaz est d'être présent à chaque étape de la production du gaz, jusqu'à assurer, à terme, le tiers des exportations mondiales de GNL. Dans ce contexte, il semble évident que le gaz est-africain ne va pas rivaliser directement avec le marché du gaz au Moyen-Orient.

1. BP. Statistical review of world energy. Technical report, 2013

Cependant, selon la BP Statistical Review of Energy 2012, qui ne prend pas en compte les découvertes au Mozambique et en Tanzanie, les ressources en gaz seront épuisées dans 65 ans. Conscients de cette échéance, les pays du golfe diversifient leurs investissements, et une des solutions à moyen terme serait pour eux d'investir dans le gaz est-africain, sachant qu'ils en maîtrisent l'exploitation.

2.3 Les limites de la demande asiatique

D'un point de vue non pas prospectif mais concret, la Chine s'intéresse au gaz Russe Par opposition au côté très prospectif de cette étude, les faits concrets dans l'actualité récente attestent du fait que la Chine développe ses relations gazières avec la Russie. La compagnie pétrolière publique Rosneft a signée un contrat d'accord de 200 000 barils de brut par jour pendant 10 ans avec la société chinoise Sinopec, évalué à 85 milliards de dollars². L'ouverture d'un gazoduc avec la Chine semble obligatoire mais les négociations sont toujours en cours. Gazprom, le géant Russe du gaz a signé un contrat avec la société chinoise CNPC en présence de Xi Jinping. En 2006, cet accord convenait de la fourniture de 68 milliards de mètres cubes par an, par deux voies d'acheminement différentes. Le premier ministre chinois Li Keqiang s'est exprimé à propos de ces contrats : "La coopération commerciale est (...) extrêmement importante et ne doit pas être entravée."

Etant donné les réserves considérables de la Russie, la Chine pourrait se désintéresser du gaz est-africain, dont la faible quantité rentabiliserai difficilement les usines de liquéfaction et le coup de transport.

2. Russie et Chine signent plusieurs contrats de pétrole et de gaz. *L'Express Economie*. 22/10/2013

Conclusion

Nombreux sont les arguments économiques et stratégiques en faveur de la concrétisation d'une future offre en gaz naturel de la part des pays d'Afrique orientale comme le Mozambique et la Tanzanie. La Chine notamment devrait accroître considérablement ses importations de GNL, et cela avec la plus grande diversité de voies d'approvisionnement. La politique plus globale qu'elle mène en Afrique permettrait d'inscrire ses investissements au Mozambique ou en Tanzanie, dans une structure cohérente. La création d'une route maritime reliant la Chine à l'Afrique permettrait aussi d'échapper le plus possible au contrôle occidental, américain et indien au niveau du détroit d'Ormuz. En apartée, la France aura sûrement un rôle diplomatique à jouer dans la sauvegarde de sa souveraineté sur ses possessions convoitées d'océan Indien. Elle pourrait aussi avoir un rôle économique dans la redistribution du gaz naturel liquéfié.

Cependant, pour proposer une offre crédible à la demande des pays d'Asie, le Mozambique et la Tanzanie vont devoir acquérir une véritable stabilité politique. Pour cela, ils devront former leurs populations à cette nouvelle source de richesses, pour éviter tout sentiment de frustration. Ces pays extrêmement pauvres auront d'abord à assurer leur propre autonomie énergétique, et devront construire une politique d'échanges régionale. La Chine, quant-à-elle, semble se focaliser sur les ressources de gaz naturel Russe, et pourrait considérer les gisements Est-africains peu rentables du fait de l'absence d'infrastructures.

L'histoire récente du Mozambique et de la Tanzanie me laissent peu confiant dans leur capacité à construire une politique et encore moins une économie stable. Il ne faut pas oublier que la Chine pourrait investir massivement si elle y trouve son intérêt, mais ce ne semble pas être le cas actuellement. Et si ça l'était, les pays africains auraient probablement beaucoup de mal à protéger leurs ressources pour assurer leur autonomie énergétique. La décennie à venir nous révélera si ces nouvelles ressources de gaz prendront le sens "d'or noir" pour les différents acteurs de l'océan Indien.

Bibliographie

- [1] *www.nationspresse.info*.
- [2] Annual report of 2011. Technical report, Orca Exploration Group.
- [3] *www.ogj.com. Oil and Gas Journal*.
- [4] Review of china's energy. Technical report, U.S. Energy Information Administration, 2012.
- [5] Gaz : la chine diversifie ses approvisionnements. *Euronews*, 09 2013.
- [6] Russie et chine signent plusieurs contrats de pétrole et de gaz. *L'Express Economie*, 22/10/2013.
- [7] Emerging east africa energy. Technical report, U.S. Energy Information Administration, Mai 2013.
- [8] Benjamin Augé. L'afrique de l'est, une géopolitique pétrolière à haut risque. Technical report, Ifri, Novembre 2012.
- [9] BP. Statistical review of world energy. Technical report, 2012.
- [10] BP. Statistical review of world energy. Technical report, 2013.
- [11] Michel Cahen. Mozambique, histoire géopolitique d'un pays sans nation. Technical report, CNRS-Centre d'étude d'Afrique noire / Institut d'études politiques de Bordeaux, 1993.
- [12] Barthélémy Courmont. L'océan indien : un enjeu pour les puissances asiatiques. *Regard de Taïwan n°10-IRIS*, Juillet 2007.
- [13] Pussell Sticklor David Michel. Indian ocean rising : Maritime security and policy challenges. Technical report, STIMSON, July 2012.
- [14] Frédéric Encel. *Perspectives énergétiques. Gaz, pétrole, nucléaire, biocarburants*. Ellipses, 12/02/2013.
- [15] Valentin Germain. La gaz, un enjeu régional et mondial, 01 2014.
- [16] Jean-Louis Guébourg. Les petites îles dans les systèmes commerciaux et géopolitiques de l'océan indien. *HERMES 32-33*, 2002.
- [17] Valérie Niquet-Cabestan. La stratégie africaine de la chine. *Politique étrangère*, pages 361–374, 2006/2 Eté.

- [18] Jean-Denis Permal. Port-louis exporte du gaz vers les pays de l'océan indien. *Le Matinal*, 26/07/13.
- [19] Margaux Pierrefiche. La stratégie chinoise du "collier de perles" : menace, mythe ou prophétie auto-réalisatrice? Technical report, Centre d'études supérieures de la Marine, 2012-2013.
- [20] Jean-Loup Samaan. *La menace chinoise : une invention du Pentagone*. Vendémiaire, 17/10/2012.
- [21] Secteurs stratégiques. Gaz naturel liquéfié : une filière en pleine expansion. Technical report, TOTAL, 2012.